



La recherche sur les plantes raccroche la blouse

Le paradoxe est saisissant : alors que la demande de remèdes à base de plantes reste forte, leurs fondements scientifiques s'affaiblissent. En Suisse, la recherche sur les plantes médicinales perd du terrain. En quoi est-ce préoccupant pour les patientes et les patients ? Et qu'en pense un professeur renommé ? À découvrir dans ce bulletin millefolia.

Quand la recherche sur les plantes se tarit

En matière de médicaments à base de plantes, la Suisse jouit d'une excellente réputation – pour l'instant : la phytopharmacie classique, cette science qui vérifie si une préparation est efficace, sûre et de bonne qualité, perd discrètement du terrain. Pour les patientes et les patients, ce n'est pas une bonne nouvelle.

Les remèdes à base de plantes font partie du quotidien : deux tiers de la population suisse recourent à la médecine complémentaire, inscrite dans la Constitution fédérale depuis 2009. On pourrait croire que le domaine repose sur des bases scientifiques solides – mais le constat est ambivalent et préoccupant.

Herboristerie, science – et retour ?

La phytothérapie est issue de la médecine domestique et de l'herboristerie traditionnelles. Aux XIX^e et XX^e siècles, elle est passée du savoir empirique à la médication vérifiable : les préparations stan-

dardisées, les composants analysés, l'efficacité et la sécurité contrôlées. Cette discipline – la phytopharmacie – fait d'un extrait de plantes un médicament fiable.

C'est précisément cette phytopharmacie qui s'éteint en Suisse – non pas avec fracas, mais en silence. Certes, les universités comptent encore des chaires de biologie pharmaceutique. Mais leur contenu s'est déplacé : là où les plantes médicinales, l'analyse des drogues végétales et la qualité des préparations occupaient autrefois le centre, il s'agit aujourd'hui de chimie moléculaire des substances natu-

relles – passionnant, mais ce n'est plus de la phytopharmacie au sens originel.

Quelques noms suffisent à l'illustrer. À l'EPF de Zurich, la pharmacognosie a pris fin avec l'éméritat de ses derniers titulaires, sans succession dans la même discipline. À Bâle, la chaire de biologie pharmaceutique a dérivé vers la recherche moléculaire sur les substances naturelles ; la chaire de médecine complémentaire translationnelle, cofinancée par des fonds privés en 2020, est un rare contre-exemple. À Genève, un groupe bien visible cultive la phytochimie – lui aussi dépend de quelques personnes. Le travail appliqué

« La phytothérapie non plus ne peut échapper à l' »

Certains redoutent la disparition, en Suisse, de la phytopharmacie classique. Sur quels points ce constat vous paraît-il fondé et sur quels aspects le contestez-vous ?

Prof. Beat Meier : Je préférerais parler de phytothérapie plutôt que de phytopharmacie, qui n'est au fond qu'un instrument pour obtenir l'autorisation de mise sur le marché des médicaments à base de plantes. Je ne suis pas aussi pessimiste, tant que des entreprises de taille moyenne continueront de s'engager sérieusement pour la phytothérapie.

Les innovations restent toutefois rares, notamment parce qu'il est désormais possible de

commercialiser des plantes médicinales comme denrées alimentaires. À l'échelle internationale, la recherche sur les plantes médicinales demeure néanmoins très dynamique.

Avec quels résultats ?

À mes yeux, cette recherche manque souvent d'efficacité, car le lien entre la recherche fondamentale – pharmacologie et principes actifs – et la pratique clinique est insuffisant. On étudie certes des plantes médicinales du monde entier et leur efficacité potentielle, mais cette démarche n'est pas forcément la plus pertinente pour la phytothérapie. Relevons aussi que les études cliniques actuelles tendent délibéré-

ment à neutraliser l'influence du médecin afin d'écarter l'effet placebo. Or, dans la pratique, la relation avec le médecin joue un rôle considérable.

Quel type de recherche faudrait-il dès lors privilégier ?

Il faudrait développer bien plus largement la recherche sur les services de santé, qui tient compte de l'ensemble du contexte thérapeutique, et lui accorder une reconnaissance bien plus grande. Or, auprès des autorités d'autorisation des médicaments comme dans les débats sur les prestations prises en charge par l'assurance-maladie obligatoire (LAMal), les modèles de recherche traditionnels prédominent. Les approches

modernes et globales, qui étudient les systèmes thérapeutiques dans leur ensemble, n'occupent hélas qu'une place limitée. C'est là que réside le principal problème.

Pourquoi les autorités se montrent-elles si prudentes lorsqu'elles autorisent de nouveaux médicaments ?

Parce que telle est leur mission et qu'elles participent de ce que j'appellerais une « médecine de la peur ». Même pour des médicaments peu risqués, nous évoquons souvent en priorité leurs éventuels effets indésirables. Avant une opération, par exemple, le patient doit entendre toute la litanie des complications possibles.

sur les méthodes d'analyse destinées aux pharmacopées ne se fait plus guère qu'à la ZHAW de Wädenswil. La base n'a pas disparu, mais elle est mince et tributaire de personnes : si une chaire est supprimée ou si une personne clé s'en va, une compétence disparaît, difficile à remplacer.

Ce qui est en jeu

Cela a des conséquences concrètes – surtout pour les personnes qui utilisent des remèdes à base de plantes.

- *Le nombre de médicaments à base de plantes autorisés a fortement chuté* – d'environ 790 (2009) à quelque 460 (2020), et la tendance reste à la baisse. Les raisons sont en partie économiques, mais surtout réglementaires : des procédures d'autorisation simplifiées existent certes, mais la branche et Fedmedcom critiquent qu'elles ne tiennent pas compte, de manière proportionnée aux risques, de la complexité multi-substances des médicaments à base de plantes. Lorsqu'une plante connue de longue date est traitée comme une nouvelle substance active, faute de préparation de référence suisse, la procédure n'a plus rien de simplifié. Et si l'autorisation ne vaut plus la peine, l'incitation à la recherche s'évanouit du même coup.
- *La phytopharmacie classique vérifie la teneur en principes actifs, la pureté, le dosage et les interactions d'une préparation.*

Si cette recherche recule dans les institutions publiques, elle se déplace vers les fabricants. Leur recherche n'est pas mauvaise en soi – mais elle ne peut ni ne veut remplacer la recherche fondamentale indépendante.

- *La Suisse perd de son autorité en la matière* : qui ne fait plus de recherche devient dépendant des autres. Le volume de recherche se déplace rapidement vers l'Asie ; la Chine publie plusieurs fois plus que l'Europe – toutefois avec une qualité inégale. L'Europe et la Suisse marquent encore des points par leur qualité, mais la masse critique se réduit. Avec elle s'amenuise la capacité de juger ce que signifiera, à l'avenir, une bonne phytothérapie.

Le véritable paradoxe : la demande reste très élevée, tandis que l'épine dorsale

scientifique s'affaiblit. Entre la confiance de la population et une base de recherche qui se rétrécit s'ouvre une brèche préoccupante.

Dans l'entretien qui suit, le professeur Beat Meier, de la Haute école zurichoise des sciences appliquées, porte un regard un peu moins pessimiste sur la situation – les véritables innovations seraient toutefois devenues rares. Du côté politique, il ne voit pas un problème de financement, mais d'acceptation. Cela aussi déterminera si la phytothérapie reste une médecine scientifiquement fondée – ou si, après un bon siècle, elle risque d'être reléguée au rang de simple médecine populaire, victime d'une bureaucratie sanitaire et d'une frénésie réglementaire.

Heinrich Gasser

la médecine de la peur. »

Même phénomène avec les notices d'emballage : des personnes particulièrement sensibles développent précisément les effets indésirables qui y sont mentionnés. La phytothérapie n'y échappe pas. Dans nos propres milieux spécialisés, par prudence, nous signalons parfois, même pour des traitements simples, des effets indésirables extrapolés de données de laboratoire, mais jamais observés en clinique.

Qu'attendez-vous du monde politique pour éviter que la phytothérapie ne disparaisse à bas bruit ?

Le débat politique se résume trop souvent à la recherche d'économies. Or, à mes yeux, la médecine complémentaire

ne souffre pas d'un problème de financement, mais d'un manque de reconnaissance. Le monde politique devrait enfin admettre que la Suisse a mis en place, dans ce domaine, un excellent système que bien des pays européens nous envient. Nous aimons cultiver notre singularité. Avec notre réglementation de la médecine complémentaire, nous disposons justement d'un modèle véritablement singulier. C'est cette réussite que la politique devrait valoriser et préserver.



Lisez l'entretien dans son intégralité sur millefolia.ch/fr



Prof. Beat Meier

Le professeur Beat Meier compte parmi les plus éminents spécialistes de la phytothérapie en Suisse. Il a obtenu son habilitation à l'EPF de Zurich en pharmacognosie et en phytochimie. De 2004 jusqu'à son accession à l'éméritat, en 2014, il a enseigné et mené des recherches à l'actuelle Haute école zurichoise des sciences appliquées (ZHAW), à Wädenswil. Il y dirigeait le service spécialisé en phytopharmacie, l'une des rares institutions suisses à se consacrer spécifiquement à la fabrication, à la qualité, à la sécurité et à l'efficacité des médicaments à base de plantes.

Il est demeuré étroitement lié à son groupe de spécialistes, qui collabore aujourd'hui encore avec Swissmedic à l'élaboration de méthodes destinées aux pharmacopées suisse et européenne. Beat Meier siège par ailleurs toujours au comité de la Société suisse de phytothérapie médicale (SSPM), fondée en 1988. Il en a longtemps assuré la présidence et en a dirigé le secrétariat durant de nombreuses années.

Un OUI ne suffit pas

En 2009, deux tiers du corps électoral suisse ont approuvé l'inscription de la médecine complémentaire dans la Constitution fédérale. Mais pour que la Confédération et les cantons mettent en œuvre ce mandat, une voix forte demeure indispensable.

La Fédération de la médecine complémentaire, aux côtés du Groupe parlementaire pour la médecine complémentaire, œuvre en faveur de :

- la collaboration entre médecine complémentaire et conventionnelle, dans une approche intégrative ;
- la reconnaissance et la promotion des médicaments d'origine naturelle ;
- le soutien à la recherche en médecine complémentaire ;
- le développement de la collaboration interprofessionnelle.

Notre action est financée par des dons privés et les contributions d'entreprises et de fondations. Engagez-vous à nos côtés pour assurer à la médecine complémentaire une place durable au sein du système de santé suisse. Nous vous remercions chaleureusement de votre soutien.



Scannez le code QR et faites un don

La recherche en phytothérapie se tarit

Le constat est préoccupant : en Suisse, la recherche sur de nouveaux médicaments à base de plantes risque de s'essouffler, voire de disparaître – au détriment des personnes qui font confiance à la médecine complémentaire.

Les causes sont multiples. D'abord, les choix politiques, qui visent des économies dans un domaine aux coûts marginaux. Ensuite, des procédures d'autorisation quasi insurmontables pour les PME pharmaceutiques, qui freinent l'innovation. Enfin, de nombreux scientifiques se tournent vers la chimie des substances naturelles ou les principes actifs d'origine microbienne – des domaines passionnants, mais éloignés de la phytothérapie au sens strict.

L'engagement de la Fédération de la médecine complémentaire est donc plus essentiel que jamais : sensibiliser les responsables politiques, contenir l'inflation réglementaire et préserver des conditions favorables à la recherche.

Cette mission exige constance, détermination et moyens financiers. Votre don nous permet de continuer afin que, demain encore, vous puissiez compter sur les prestations et médicaments de la médecine complémentaire.



Martin Bangerter,
coprésident opérationnel Fedmedcom

Membres actifs anthrosana – Association pour une médecine élargie par l'anthroposophie | Association suisse des droguistes ASD | Association suisse pour les produits de médecine complémentaire ASMC | Association vétérinaire suisse pour les médecines alternatives et complémentaires | cliniques-integratives.ch | Förderverein Anthroposophische Medizin | Infirmier·ère·s spécialisé·e·s en médecine intégrative ISMI-PSIM | NVS Association Suisse en Naturopathie | Organisation du monde du travail pour la médecine alternative OrTra MA | Organisation faïtière des associations suisses de thérapie à médiation artistique Oda ARTECURA | Organisation du monde du travail Thérapie Complémentaire OrTra TC | Schweizerische Gesellschaft für Ganzheitliche ZahnMedizin SGZM | Société suisse de discipline pharmaceutique pour la médecine complémentaire et de phytothérapie SP MCPhyto | UNION des sociétés suisses de médecine complémentaire **Membres passifs et bienfaiteurs** Alpinamed AG | APM Schweiz | Apotheke Dr. Noyer AG | ASCA Fondation suisse pour les médecines complémentaires | Association de Massage Rythmique Suisse AMSR | Association suisse des médecins d'orientation anthroposophique VAOAS | Association des sociétés médicales suisses d'acupuncture et de médecine chinoise (ASA) | Association pour la promotion des institutions anthroposophiques | Association suisse d'homéopathie ASH | Association Suisse de Shiatsu | A. Vogel AG | Berufsverband der Tierheilpraktiker*innen Schweiz BTS | Biologische Heilmittel Heel GmbH | BioMed AG | Bio-Medica Fachschule Basel | CannSol Distribution AG | Ceres Heilmittel AG | Clinique Arlesheim | Cranio Suisse® | Dr. B. K. Bose Stiftung | ebi-pharm ag | Foederatio Phytotherapica Helvetica – FPTH | Fondation Hamasil | Hänseler AG | Herbamed AG | H-M-Stiftung | Iscadur AG | KineSuisse – Association professionnelle de kinésiologie | Laboratoire Bioligo SA | Laboratoire homéopathique Schmidt-Nagel SA | Laboratoire Jacques Reboh et fils SA | Lian Chinaherb AG | Maharishi Ayurveda Products | NHK Institut für Integrative Naturheilkunde | Padma AG | Paramed AG | Permamed SA | Phytomed AG | Registre de médecine empirique RME | Rubimed AG | Schwabe Pharma SA | Société suisse des médecins homéopathes SSMH | Similasan SA | SNE Fondation pour la médecine naturelle et empirique | Société suisse des médecins ayurvédiques (SAA) | Société Suisse de Phytothérapie Médicale SSPM | Spagyros SA | Stiftung Sokrates | St. Peter Apotheke Zürich | Soins Anthroposophiques en Suisse SAES | Ursimone Wietlisbach Foundation | vitaswiss | WALA Schweiz AG | Weleda AG

Fédération locale RoMédCo

Impressum Éditeur : Fédération de la médecine complémentaire (Fedmedcom), 3011 Berne ; e-mail : info@dakomed.ch ; millefolia.ch/fr/ ; facebook.com/millefolia. Rédaction : Martin Bangerter (responsable), Heinrich Gasser ; photos : Miriam Kolmann, iStock/Wavebreakmedia ; Conception graphique : www.bueroz.ch ; impression : Funke Lettershop AG, Zollikofen

